

**6 novembre 2018**

**Seul le prononcé fait foi**

---

**35<sup>e</sup> session plénière du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux  
du Conseil de l'Europe**

**Projet d'allocution de Mme Marija Pejčinović Burić,  
Présidente du Comité des Ministres,  
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et  
européennes de la Croatie**

**7 novembre 2018 à 14h30**

---

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Congrès,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un grand plaisir que je m'adresse à vous aujourd'hui, à l'occasion de la session plénière du Congrès, au nom de la Présidence croate [ ; c'est la première fois depuis notre adhésion à l'Organisation, en 1996]. Je tiens à vous féliciter, Monsieur Anders Knappe, pour votre élection à la présidence de cette importante assemblée et je vous souhaite plein succès dans vos nouvelles fonctions.

Je tiens aussi à remercier Mme Gudrun Mosler-Törnström pour avoir dirigé le Congrès avec tant d'enthousiasme et d'efficacité ces deux dernières années. C'était un plaisir de travailler avec vous, chère Gudrun ! Et je crois bien que c'était la première fois dans l'histoire du Conseil de l'Europe que le Comité des Ministres [depuis mai 2018], l'Assemblée parlementaire [depuis juin 2018] et le Congrès [depuis octobre 2016] étaient présidés par des femmes.

Permettez-moi tout d'abord de vous dire combien mon pays apprécie la coopération riche et étroite qui l'a lié au Congrès tout au long de sa Présidence, et en particulier le soutien dont nous avons bénéficié pour nos activités visant à renforcer la démocratie locale. J'y reviendrai plus tard.

Avant de passer aux thèmes spécifiques qui, selon moi, intéressent tout particulièrement le Congrès, je souhaiterais partager avec vous quelques réflexions plus générales sur la situation politique dans laquelle se trouve actuellement cette Organisation.

Nous traversons indéniablement une période difficile. Au niveau européen, au niveau national et au niveau local, ainsi qu'au niveau institutionnel.

L'Europe tout entière se trouve confrontée à des défis et à des menaces sans précédent, parmi lesquels figurent notamment le terrorisme, la cybercriminalité, la corruption, la traite des êtres humains et les questions migratoires.

Ces difficultés montrent que la coopération intergouvernementale reste indispensable et qu'il faut renforcer le multilatéralisme.

Au niveau national, mais bien sûr aussi aux niveaux local et régional, nous assistons à la montée de l'extrémisme, de la radicalisation et du populisme.

Nous observons la progression de l'intolérance et de la xénophobie, les symptômes négatifs du nationalisme et la désagrégation du tissu social.

Nous constatons que les citoyens ont de moins en moins confiance dans les institutions politiques et dans les processus démocratiques.

Le Conseil de l'Europe lui-même est actuellement confronté à des difficultés politiques et financières. L'une d'elles est la décision de la Fédération de Russie de suspendre sa contribution financière au Budget. C'est une décision que nous regrettons. Je continue à espérer que la Fédération de Russie reviendra sur cette décision, non seulement pour que l'Organisation puisse fonctionner normalement, mais aussi pour que la Fédération de Russie y garde toute sa place, et surtout pour que les droits fondamentaux des millions de personnes qui vivent dans ce pays puissent continuer à être protégés.

Cependant, nous devons nous préparer à toutes les éventualités.

Mesdames et Messieurs les membres du Congrès,

En mai de cette année, lors de la session d'Elseneur, les ministres ont discuté nombre de défis que connaît notre Organisation. Il a été décidé de lancer une nouvelle série de réformes, connue sous le nom de « processus d'Elseneur ». L'objectif est de définir une vision commune de l'avenir de notre Organisation. Il s'agira de réfléchir à ses missions, mais aussi de traiter de questions essentielles telles que son nouvel horizon politique, sa gouvernance et son interaction avec d'autres organisations internationales. Une attention particulière sera également accordée à la stabilité de son financement.

La Croatie continuera à apporter son plein soutien au Secrétaire Général dans ce processus et à la présidence finlandaise dans le cadre de la préparation de la session ministérielle d'Helsinki, prévue en mai 2019. Je suis certaine que nous pouvons aussi compter sur le soutien et la coopération du Congrès.

Je tiens à saluer la rapidité avec laquelle le Congrès a pris des dispositions, au vu de la situation financière actuelle, en ce qui concerne la poursuite des réformes. Le Congrès a ainsi manifesté clairement sa volonté de contribuer activement à préserver l'autorité et la crédibilité de l'Organisation et sa capacité à agir.

Dans ce contexte, mon allocution d'aujourd'hui se concentrera sur trois points. Je dirai d'abord quelques mots sur la démocratie régionale et locale en Croatie et sur l'importance que nous attachons à cette question, qui a été une priorité de notre présidence. Je donnerai ensuite un aperçu de nos autres priorités, puis je rendrai brièvement compte des développements importants intervenus dans le travail du Comité des Ministres.

Le renforcement de la démocratie locale et régionale a été l'une des grandes priorités de notre présidence.

Aujourd'hui, beaucoup d'entre nous ont le sentiment de traverser une période de turbulences et d'incertitudes, qui favorisent certaines des tendances inquiétantes que j'ai mentionnées tout à l'heure.

Dans une telle période, un leadership fort et une bonne gouvernance au niveau local sont particulièrement importants. Il faut que les citoyens puissent compter sur leurs élus et avoir confiance dans la capacité de leurs élus à relever les défis auxquels ils sont confrontés.

Les responsables politiques doivent être conscients des besoins et des difficultés de leurs électeurs.

Ils doivent se montrer vigilants et déterminés et tout mettre en œuvre pour répondre aux attentes de la population.

Certes, les ressources sont limitées et les responsabilités sont lourdes.

Mais il est indispensable d'agir au plus près des citoyens pour veiller à ce que leur qualité de vie et leurs droits fondamentaux soient préservés. Je félicite les autorités locales et régionales présentes ici aujourd'hui pour le travail qu'elles accomplissent dans nos États membres, parfois dans des conditions très difficiles. Vous apportez sans cesse la preuve de votre résilience, de votre flexibilité et de votre sens de l'innovation, et je ne peux que vous encourager à poursuivre votre important travail sur le terrain.

La Croatie voit dans la Charte européenne de l'autonomie locale une réussite majeure de cette Organisation. La ratification de la Charte par tous les États membres du Conseil de l'Europe témoigne de son succès. J'adresse toutes mes félicitations au Congrès à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la Charte, dont l'impact et le rayonnement se doivent d'être célébrés.

Pour sa part, la Croatie souhaite renforcer les capacités administratives et financières, l'autonomie et la capacité d'absorption des collectivités locales et régionales. Il s'agit d'élargir leur champ d'action et de renforcer leur indépendance en matière de planification, de financement et de prestation de services conformément au principe de subsidiarité.

Au cours de sa présidence, la Croatie a donc encouragé le partage d'expériences et de connaissances sur la réforme des collectivités locales ainsi que le renforcement des capacités des institutions locales et régionales. Afin de trouver les meilleures solutions possibles, une conférence a été

organisée en mai à Dubrovnik sur le thème du renforcement des collectivités locales et régionales, l'accent étant mis sur la décentralisation et la coopération transfrontalière. La Croatie continuera à soutenir le Congrès dans ses travaux, pour progresser vers notre vision commune dans laquelle les collectivités locales et régionales rendent des comptes aux citoyens et sont un moteur du développement économique et social de la communauté.

Ladies and gentlemen,

The fight against corruption has been a second top priority for our Chairmanship. Corruption undermines the confidence of citizens in our democratic institutions, hinders economic development and goes against the values we adhere to. I therefore welcome the theme chosen by you for this 35<sup>th</sup> session which is “*Integrity and ethical behaviour of local and regional elected representatives*”. This is a challenge faced by all European countries, at all levels, and is closely linked to the responsibility of political representatives towards their electorate. Integrity and a commitment to stringently upholding the rule of law is essential if we wish to keep the trust of our citizens in democratic institutions and in those who represent them.

In this regard, your debates this morning covered a wide range of topics: “the European Code of Conduct for all persons involved in local and regional governance”; “a Code of Conduct for Congress members – a revision of the Congress Rules and Procedures”; “Conflicts of interest at local and regional levels” and finally “Transparency and open government”. This clearly shows the commitment of the Congress to fighting and preventing corruption and the Committee of Ministers will examine with interest the results of these discussions.

For its part, the Croatian Chairmanship, in co-operation with the Group of States against Corruption, or GRECO as we all know it, organised a high-level conference last month on “Strengthening transparency and accountability to ensure integrity : united against corruption”. Around 200 participants during the two-day Conference worked on the additional anti-corruption guidelines, with the aim of promoting national anti-corruption mechanisms and public transparency. The outcome of the Conference is a Declaration on Launching a Network of Corruption Prevention Authorities, sponsored by the Croatian, French and Italian anti-corruption authorities. The Declaration also promotes systematic collection, management and exchange of information and good practices between national anti-corruption bodies. The document is open for signature to all interested national public authorities active in fighting corruption, and we are very glad to note that 17 countries have already signed the Declaration.

I would also take this opportunity to recall the work underway by the European Committee on Democracy and Governance (CDDG) to develop guidelines on public ethics at all levels of government, taking into account the findings of GRECO as well as the Committee of Ministers’ Recommendation Rec(2000)10 on Codes of Conduct for Public Officials. The CDDG has also been entrusted with updating the 2004 Handbook of good practice on public ethics at local level, and with carrying out a feasibility study on the preparation of a Council of Europe indicator framework to identify trends with regard to public ethics and to allow member States to assess their performance.

The fight against corruption thus is not only a priority for the Chairmanship, but certainly also for the Committee of Ministers; it will remain high on the agenda of this Organisation.

Turning to our third priority: the efficient protection of rights of national minorities and vulnerable groups. In this area, Croatia wished to promote the realisation of the special rights, both individual and collective, of national minorities and, more generally, of other vulnerable groups in particular the Roma.

One of the greatest challenges for Roma is the transition from education to employment and in this context, a conference “From Education to Employment of the Roma” focusing particularly on the transition of youth at the crucial period of their lives was held in Croatia on the Brijuni Islands on 25 and 26 September.

To improve the situation of Roma communities, commitment and engagement from all levels of government are required, but it is particularly crucial at the local and regional level. The Congress has been a valuable partner of the Committee of Ministers over many years in promoting and protecting of the rights of Roma and Travellers. I would particularly like to pay tribute to the significant work carried out by the European Alliance of Cities and Regions for Roma Inclusion, an excellent example of the value of concrete and practical initiatives at the grassroots level. I would strongly encourage other municipalities and regions to join in this co-operation framework.

In this respect I noted with interest the seminar on Roma inclusion at the local level which took place in Tirana, Albania, on 11 October 2018, where the prospect of creating a national Albanian network of mayors for Roma inclusion was discussed.



Ladies and gentlemen,

I would now refer to a few of the more important questions which continue to be the focus of attention by the Committee of Ministers over the last months.

With regard to political developments, in August this year we marked the 10<sup>th</sup> anniversary since the outbreak of the war in Georgia – a conflict that unfortunately has still not been resolved. As Chairperson of the Committee of Ministers, I took the opportunity to express my deepest sorrow and support for the victims of the conflict, as did many colleagues from across Europe. Many used the occasion to reiterate member States' unequivocal support for Georgia's sovereignty and territorial integrity within its internationally recognised borders, and to call on the Russian Federation to honour its obligations and commitments in accordance with international law. This issue remains a priority for the Committee and is a standing item on the agenda of the Ministers' Deputies.

This year marks also the 10<sup>th</sup> anniversary of the Geneva International Discussions (GID), which remains an important forum of discussion on issues of common concerns in the region. Throughout the years, the Geneva International Discussions have contributed to improved stability and accountability on the ground. A key achievement has been the establishment of the Incident Prevention and Response Mechanisms (IPRMs) and the related hotlines, which enable local security actors to quickly address incidents on the ground. My hope is that a constructive approach by all participants will allow this unique format to fulfil its mandate. The Council of Europe supports the efforts of the Co-Chairs to facilitate this process.

At the same time, the armed conflict in eastern Ukraine has entered its 5<sup>th</sup> year. Despite diplomatic efforts, there has been no tangible progress in the conflict settlement and the conflict continues to cause loss of life and other types of human suffering, thus impairing the human rights protection granted and guaranteed by the European Convention on Human Rights.

I understand that the security situation remains unfortunately tense in Donbas – in the two regions of Luhansk and Donetsk. I hope that the Minsk agreements will be fully implemented by all actors and that on-going efforts to establish an international peacekeeping mission to the Donbas will be successful. We note that a number of countries, including Council of Europe member States, indicated recently that they would be ready to take part in such a peacekeeping operation.

A primary challenge in Crimea remains the inability of independent monitoring mechanisms of the Council of Europe to exercise their mandate, including having access to the peninsula, in order to conduct an independent assessment of the human rights situation and alleged violations. Work in this direction has so far proven difficult, but it must continue.

While the Council of Europe itself is not directly involved in the conflict settlement agreements, humanitarian issues, such as the release of detainees and prisoners, remain pertinent. Our principles on Ukraine cannot be compromised, as has been made clear in several Committee of Ministers decisions on the situation in Ukraine, including Crimea.

Finally, I should like to mention the issue of migration and refugees. This topic remains high on the agenda of the Committee of Ministers, which continues

to hold regular exchanges with Ambassador Tomáš Boček, Special Representative of the Secretary General on Migration and Refugees, with regard to his fact-finding missions in member States. In September, Ambassador Boček reported on the progress made in the implementation of the Council of Europe Action Plan on Protecting Refugee and Migrant Children in Europe (2017-2019), adopted by the Committee of Ministers in May 2017.

The activities carried out under the Action plan - which takes a transversal approach in addressing the challenges faced by member States - have a special focus on unaccompanied and separated children aiming at ensuring access to rights and child-friendly procedures, providing effective protection from violence and enhancing integration of children who would remain in Europe. In this respect, and in the many other aspects related to the reception, welcome and integration of refugees, asylum seekers and migrants, the crucial role of local and regional authorities is frequently underlined.

This is clearly an area where local solutions go hand in hand with international co-operation. Whilst many decisions are taken at the international level, it is usually at the local level where the impact of these decisions is felt. Ensuring basic material rights to migrants and refugees such as access to housing, to health, to education, more often than not fall to local and regional authorities.

Ensuring social integration and non-discrimination of migrants and refugees is also a complex responsibility. Even more so when faced with communities which are hesitant, and sometimes even hostile, in their attitude towards this vulnerable

group of people. But it is up to public authorities to lead by example, by always putting the protection of individual fundamental rights at the heart of all policies.

You are key players in making the European Convention rights a reality on the ground and the Convention system needs you, mayors and councillors, more than ever. I was very pleased to receive the brand new human rights handbook of the Congress which includes a lot of examples of good practice and should also be used by national authorities, when they implement their respective national human rights action plans.

This is all the more important given that despite nationalist or isolationist trends, the phenomena of migration, mobility and globalisation are here to stay and will continue to impact our societies. We must be firm in upholding our values.

Ladies and gentlemen,

I stated at the outset that we are faced with difficult times. And we are all rightly and justifiably concerned by the current situation.

However, as one well-known British prime minister once said, “*Difficulties mastered are opportunities won*”.

Our prime concern now is to master those difficulties and identify those opportunities. We must ensure that this Organisation can adapt to complex and rapidly changing realities. It must be flexible, innovative and firm in its action and able to respond swiftly and efficiently to the challenges faced by our member States.

This calls for efforts from all levels of government, including local and regional authorities and all sectors of this Organisation. The Committee of Ministers counts on the continued support of the Congress during the difficult months ahead. I remain convinced that our joint efforts will continue to bear fruit, if we stand firm on our convictions and persevere together in our common objectives.

Thank you for your attention, and I look forward to responding to your questions.